



LA CASSE CONTINUE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ÉJECTE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE DES APPELS A PROJETS PROPULSANT 138 SALARIES VERS UN PLAN DE LICENCIEMENT

MERCREDI 24 AVRIL 2019, les salariés de l'ADSE ont officiellement été informés que **leur Association venait d'être éliminée de la course des appels à projets** initiée en 2018 par le Conseil Départemental pour restructurer la Protection de l'Enfance d'Indre et Loire.

En effet, la réponse formulée par leur association aux appels à projets concernant toutes les structures d'hébergement de la Protection de l'Enfance sur la Métropole de Tours, est déclarée irrecevable dans un courrier conjoint du Président du Conseil Départemental, Jean-Gérard PAUMIER et de la Préfète, Corinne ORZECOWSKI,

C'EST L'INCOMPRÉHENSION TOTALE !

Le projet de l'ADSE répond parfaitement aux exigences techniques et éducatives formulées par le Conseil Départemental. L'ADSE n'aura même pas la possibilité de soutenir son projet !

Pour ne pas avoir à s'expliquer sur le fond, le Conseil Départemental et la Préfecture stoppent le projet sur la forme !

Cet argument n'est pas acceptable et met en péril 138 emplois immédiatement et à court terme la survie totale de l'Association et de ses 211 salariés de la Sauvegarde de l'Enfance.

Les salariés, soutenus par leurs organisations syndicales FO et SUD, ont voté la grève illimitée pour le maintien de tous les emplois, de tous les postes, et de toutes les places pour les jeunes accueillis (112 actuellement dans les structures d'hébergement de l'ADSE).

Ils ont décidé d'appeler l'ensemble des salariés de toutes les associations de Protection de l'Enfance du Département à se rassembler, en grève :

VENDREDI 26 AVRIL 2019 à 9h15

**devant le Conseil Départemental
Place de la Préfecture à TOURS**